

## ENTRETIEN AVEC PHILIP AGEE, ANCIEN AGENT DE LA CIA

# La nature de l'intervention de la CIA au Venezuela



Ancien agent de la CIA devenu éditeur de *Covert Action Quarterly*, Philip Agee analyse pour l'agence Alia2 les méthodes mises aujourd'hui en œuvre par les services états-uniens pour déstabiliser le Venezuela. Elles sont identiques à celles utilisées durant la Guerre froide en Amérique latine, mais utilisent de nouveaux canaux d'intervention adaptés à la situation actuelle. La connaissance de l'Histoire peut-elle empêcher sa répétition ?

page 2

## Haro médiatique sur le non « populiste »

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Bien qu'attendu, le « non » français au référendum sur le Traité constitutionnel européen (TCE) a provoqué un flot de commentaires indignés dans la presse internationale. Comme pendant la campagne, les opposants au texte ont bien peu d'espace médiatique pour donner leur point de vue sur leur victoire. Les partisans du traité ont le quasi-monopole de l'analyse des raisons et des conséquences du vote.

page 12

REPÈRE : 4 JUIN 1779

## George Washington, le génocidaire

En Amérique du Nord, au cours de la guerre contre les Français, les tribus iroquoises ont pris parti pour l'Angleterre et ont été récompensées par un statut leur conférant un droit sur les terres, une protection contre l'expansion des colons et des droits de commerce. Quand éclate la guerre d'indépendance les tribus iroquoises de l'État de New York, sédentarisées, soutiennent les soldats anglais et participent aux actions contre les colons rebelles. Le 4 juin 1779, le général de l'armée révolutionnaire, George Washington ordonne, en violation du traité, d'envahir le territoire de la confédération iroquoise. Il insiste pour que soient tués autant d'Indiens que possible, sans considération d'âge ni de sexe. Les survivants doivent être livrés comme esclaves agricoles aux colons méritants. « *Il est fondamental de détruire non seulement les hommes, mais également leurs villages et leurs plantations. Il faut arracher ce qui est planté et empêcher toute nouvelle plantation ou récolte. Ce que le plomb ne pourra obtenir, la famine et l'hiver y parviendront.* » De juin à décembre, 40 villages indiens sont massacrés et des milliers de plantations indiennes sont saccagées. ■



## PROCHE-ORIENT INFO ET « LES AMIS DE SHALOM ARCHAV » CONDAMNÉS POUR DIFFAMATION

Le tribunal correctionnel de Paris a rendu le 7 juin 2005 son verdict, condamnant Proche-Orient.info et « Les Amis de Shalom Archav » à de fortes amendes, pour diffamation de la CAPJPO. Les deux associations avaient accusé la CAPJPO d'être responsable des altercations survenues entre des défenseurs des droits des Palestiniens et de jeunes militants sionistes, lors d'une manifestation anti-guerre au printemps 2003. Sur la base de ces imputations mensongères, la presse dominante s'était alors livrée à un lynchage médiatique de la CAPJPO et avait assimilé la défense des Palestiniens à de la violence antisémite. ■

## Entretien avec Philip Agee, ancien agent de la CIA

# La nature de l'intervention de la CIA au Venezuela

**Ancien agent de la CIA devenu éditeur de *Covert Action Quarterly*, Philip Agee analyse pour l'agence Alia2 les méthodes mise aujourd'hui en œuvre par les services états-uniens pour déstabiliser le Venezuela. Elles sont identiques à celles utilisées durant la Guerre froide en Amérique latine, mais utilisent de nouveaux canaux d'intervention adaptés à la situation actuelle. La connaissance de l'Histoire peut-elle empêcher sa répétition ?**



Philip Agee est un ancien agent de la CIA [Central Intelligence Agency] qui a quitté l'agence en 1967 après avoir perdu ses illusions en constatant que l'agence œuvrait pour un statu quo dans la région.

« J'ai commencé à réaliser que ce que nous faisons, mes collègues et moi, au sein de la CIA en Amérique latine n'était rien de plus que la continuation de pratiquement 500 ans d'exploitation et de génocide et ainsi de suite. J'ai commencé alors à envisager d'écrire un livre - chose impensable auparavant - pour expliquer les rouages ».

Le livre, *Inside the Company : CIA Diary* devint immédiatement un best-seller et fut publié dans plus de 30 langues. En 1978, trois ans après sa publication,

Agee et un groupe de journalistes ont commencé à publier un bulletin *Covert Operations Information Bulletin* (Bulletin des opérations clandestines), appelé désormais *Covert Action Quarterly*, dans le cadre d'une guérilla journalistique visant à déstabiliser la CIA et à révéler ses activités.

Sans surprise, les réactions du gouvernement des États-Unis et de l'agence en particulier devant le travail d'Agee ont été quelque peu agressives, et celui-ci a été contraint depuis les années 70 à partager son temps entre l'Allemagne et Cuba. Actuellement, il est représentant d'une société pétrolière canadienne en Amérique latine.

Malgré la récente vague d'articles anti-Chavez dans les médias états-uniens, et les déclarations menaçantes de tout un ensemble de hauts représentants du Département d'État et de la Défense, Agee perçoit une stratégie plus cynique au Venezuela. S'appuyant sur les travaux de William I. Robinson sur l'intervention états-unienne au Nicaragua dans les années 80 et sur des documents récemment publiés qui détaillent les activités de la CIA et du gouvernement des États-Unis au Venezuela, Agee suggère que la stratégie de la CIA de « *promotion de la démocratie* » est pleinement mise en œuvre au Venezuela.

Comme pour le Nicaragua dans les années 80, un certain nombre de fondations distribuent des millions de dollars à l'opposition vénézuélienne, sous la supervision d'une société privée de conseil contractée par l'USAID (United States Agency for International Development). Le secrétaire d'État adjoint aux affaires du continent américain, Roger Noriega, a récemment réaffirmé la détermination du Département d'État dans sa stratégie, en déclarant devant la commission des Affaires étrangères du Sénat le 2 mars 2005, que « nous soutiendrons les éléments démocratiques au Venezuela afin qu'ils puissent continuer à occuper l'espace politique auquel ils ont droit ».

Le financement de ces « éléments démocratiques » a pour objectif la réunification de l'opposition vénézuélienne (jusqu'à-là regroupée dans une organisation informelle appelée la Coordination démocratique) pour l'élection présidentielle de 2006.

En cas d'échec aux élections de 2006, prévient Agee, la CIA et consorts se concentreront sur les élections suivantes de 2012, puis de 2018, et ainsi de suite, « parce que ce qui est en jeu est la stabilité du système politique aux États-Unis, et la sécurité de la classe politique aux États-Unis ».

« *Comment analysez-vous les événements récents au Venezuela ?* »

Lorsque Chavez fut élu la première fois et que j'ai commencé à suivre les événements ici, la suite s'annonçait clairement, comme pour le Chili en 1970 et le Nicaragua en 1979-80. Il ne faisait aucun doute pour moi que les États-Unis tenteraient de modifier le cours des événements au Venezuela - comme ils l'avaient fait au Chili et au Nicaragua, et avant dans différents autres pays.

Malheureusement, je n'avais pas le temps de suivre les événements au jour le jour, mais j'ai essayé de les suivre à distance, et lorsqu'Eva Golinger a lancé son site Internet (<http://www.venezuelafoia.info>) j'ai commencé à lire certains

documents et j'y voyais la mise en œuvre des mêmes mécanismes qu'au Nicaragua dans les années 80, par l'infiltration de la société civile et les efforts pour influencer le processus politique et électoral au Venezuela. Au sujet du Nicaragua, j'ai écrit, en 1979, je crois, juste après la prise de pouvoir par les Sandinistes, une analyse sur le programme que les États-Unis allaient appliquer là-bas.

Pratiquement tout ce que j'avais écrit s'est réalisé parce que ces techniques, de la CIA, de l'USAID et du Département d'État, et depuis 1984 de la National Endowment for Democracy suivent toutes le même schéma.

Au Nicaragua, le programme pour influencer sur le résultat des élections de 1990 avait commencé un an et demi avant, par l'unification de l'opposition, par la création d'un mouvement civique, et tout ceci est en train de se répéter au Venezuela. C'est là que réside mon intérêt politique pour le Venezuela, l'analyse des événements et écrire quelques articles.

*« À l'époque où vous étiez à la CIA, quelle était la stratégie la plus fréquente, pour les services de renseignement états-uniens, pour protéger les « intérêts stratégiques » en Amérique latine ? »*

Lorsque je travaillais pour l'agence à la fin des années 50 et jusqu'à la fin des années 60, elle menait des opérations à l'échelle internationale, régionale et nationale pour infiltrer et manipuler les organes de pouvoir dans des pays à travers le monde, et ça faisait partie de mon travail à la CIA - l'infiltration et la manipulation des partis politiques, des syndicats, des mouvements de jeunes et d'étudiants, des milieux intellectuels, professionnels et culturels, des groupes religieux et des groupes féministes et surtout des médias. Par exemple, nous rémunérions des journalistes pour publier nos informations comme s'il s'agissait de leurs propres informations. Les opérations de propagande n'arrêtaient jamais. Nous dépensions aussi de grosses sommes d'argent pour nos candidats lors des élections.

La CIA avait une vision manichéenne du monde, à savoir qu'il y avait ceux qui étaient avec nous, et ceux qui étaient contre nous. Le travail de l'agence était d'infiltrer, d'affaiblir, de diviser et de détruire ces forces politiques qui étaient perçues comme des ennemis, qui se situent normalement à gauche de la social-démocratie, et soutenir et renforcer les forces politiques, dans toutes ces institutions que je viens de mentionner, qui étaient favorables aux intérêts des États-Unis.

Un des problèmes récurrents pour la CIA dans ce genre d'opérations, qui ont commencé en 1947, était de pouvoir couvrir toutes ces grosses transactions d'argent qui étaient difficiles à cacher. Alors, très tôt, l'agence a créé une série de fondations, ou a trouvé des arrangements avec certaines fondations existantes.

Parfois, les fondations de l'agence n'existaient que sur papier, dirigées par un avocat à Washington sous contrat avec la CIA. Au début des années 50, le programme international de l'Association nationale des étudiants des États-Unis (National Students Association of the United States) - une association

présente sur pratiquement tous les campus - était dirigé en fait par la CIA, toute l'opération internationale de l'association était une opération de la CIA.

Et chaque nouveau directeur de l'association des étudiants était mis au courant sur le fonctionnement de ce programme sous la direction de la CIA. Mais celui qui a été nommé à la tête de l'association en 1966 - c'était l'époque de la Guerre du Vietnam et des mouvements de protestations - a refusé de suivre et a raconté toute l'histoire à *Ramparts Magazine*, une magazine lié à l'Église catholique. *Ramparts* publia l'histoire et un énorme scandale éclata. Mais l'histoire ne s'arrêta pas là parce que tous les médias la reprirent. En février 1967, le *Washington Post* publia un long exposé du réseau de financement international de la CIA.

En d'autres termes, ils désignèrent nommément les fondations, et un certain nombre d'organisations bénéficiaires à l'étranger de cet argent de la CIA dans les différentes institutions que j'ai mentionnées - partis politiques, syndicats, mouvements d'étudiants et ainsi de suite - et ce fût un désastre pour l'agence. Je me trouvais au siège de l'agence, entre deux missions entre l'Équateur et l'Uruguay, lorsque tout ceci eut lieu. Ce fut un désastre pour la CIA.

#### LES QUATRE INSTITUTS SATELLITES DE LA NED



En moins de deux mois, après la chute de l'appareil de financement

international, Dante Fascell - un membre de la Chambre des Représentants de Miami, étroitement lié à la CIA et aux Cubano-américains d'extrême droite de Miami - proposa au Congrès de créer des fondations non-gouvernementales qui recevraient de l'argent du Congrès et qui en retour le distribueraient ouvertement à différentes organisations qui en temps normal auraient été financées clandestinement par la CIA.

Mais c'était en 1967 et le consensus entre Démocrates et Républicains sur la politique étrangère était, dans une certaine mesure, brisé et la proposition de Fascell n'a pas abouti.

Pour ces raisons, la CIA a continué, même après l'effondrement de son réseau de financement international, à être l'agence du gouvernement des États-Unis pour toutes ces activités appelées « opérations clandestines ». Par exemple, la CIA était responsable de la déstabilisation du gouvernement d'Allende à partir de 1970. Il se trouve qu'Allende a failli être élu en 1958. Les élections se déroulaient tous les six ans au Chili et en 1964, à l'échéance suivante, la CIA a commencé tôt, plus d'un an à l'avance, à travailler pour empêcher son élection. L'argent a été consacré en partie à discréditer Allende et le Parti socialiste et sa coalition appelée Unité Populaire et à financer la campagne d'Eduardo Frei - le chrétien-démocrate. Frei remporta les élections, mais à l'échéance suivante de 1970, Allende fût finalement élu.

Il est prouvé que la CIA a tenté d'empêcher la ratification de sa victoire par le Congrès après l'élection par un coup d'État militaire qui a échoué. Allende prit le pouvoir et la CIA était à l'époque l'agence chargée de fomenter le mécontentement populaire, de diffuser une propagande discontinue contre Allende et son gouvernement, de fomenter des grèves très dures ; la plus importante a été celle des camionneurs, qui interrompit pendant plusieurs mois la distribution des biens et services pour finalement aboutir au coup d'État de Pinochet en septembre 1973.

*« Y'a-t-il eu des changements significatifs de stratégie dans la CIA depuis votre départ en 1968 ? »*

Oui, tout à fait. Dans les années 70, il y avait des dictatures militaires brutales dans tout le Cône Sud (Uruguay, Argentine, Paraguay, Brésil, et bien sûr, le Chili avec Pinochet). Toutes étaient soutenues par la CIA, soit dit en passant. C'est à cette époque qu'une nouvelle pensée a commencé à germer dans les esprits des hauts responsables de la politique étrangère des États-Unis.

Cette nouvelle pensée était que toutes ces dictatures militaires, avec leur répression, les disparitions, les escadrons de la mort, etc, n'étaient peut-être pas la meilleure solution pour préserver les intérêts des États-Unis en Amérique latine, ni même ailleurs. Selon cette nouvelle pensée, les intérêts des États-Unis seraient mieux préservés par des gouvernements démocratiquement élus formés par une élite politique qui s'identifierait à la classe politique états-unienne.

Je ne parle pas de forces populaires, mais les classes politiques traditionnelles en Amérique latine, comme les « oligarchies », pour ne mentionner que celles-

ci. C'est ainsi que fut adopté un nouveau programme états-unien, connu sous le nom de « Projet Démocratie », qui chercherait à promouvoir des élections démocratiques libres et transparentes, mais d'une manière qui garantirait le pouvoir aux élites et non au peuple.

Une fondation fut créée en 1979, l'American Political Foundation, à laquelle participait largement la principale organisation syndicale des États-Unis, l'AFL-CIO [1], avec la Chambre de commerce des États-Unis et les partis démocrate et républicain. Quatre organisations majeures. Cette fondation était financée à la fois par le gouvernement et le secteur privé. Son travail était d'étudier comment les États-Unis pouvaient mettre en œuvre cette nouvelle pensée pour promouvoir la démocratie.

La solution fût la National Endowment for Democracy (NED) [2] et ses quatre fondations associées : l'International Republican Institute (IRI) du Parti républicain, le National Democratic Institute (NDI) du Parti démocrate, l'American Center of International Labor Solidarity (ACILS) de l'AFL-CIO, et le Center for International Private Enterprise (CIPE) de la Chambre de commerce des États-Unis. En ce qui concerne la fondation de l'AFL-CIO, ils ont repris une organisation existante qui avait travaillé main dans la main avec la CIA pendant de nombreuses années qui s'appellait l'American Institute for Free Labor Development (AIFLD), et ils ont simplement changé le nom.

*« Comment travaille exactement la National Endowment for Democracy avec la CIA ? »*

Le mécanisme est le suivant. Le Congrès donne des millions de dollars à la NED qui passe ensuite l'argent à ce qu'ils nomment les « fondations noyaux », les quatre fondations associées, qui, à leur tour, distribuent l'argent à des bénéficiaires étrangers. Tout ceci a commencé en 1984, et un des premiers bénéficiaires fut la Cuban American National Foundation (CANF), qui était le lieu de rassemblement des éléments et organisations anticastroistes les plus extrémistes des États-Unis. Mais le véritable test pour le nouveau système fut le Nicaragua. Depuis 1979-1980, la CIA avait le programme d'y organiser des forces militaires ou para-militaires contre-révolutionnaires qui sont connues comme les Contras.

Toute leur logistique et le soutien provenait du Honduras. Ils ont infiltré [sur le territoire nicaraguayen] environ 15 000 hommes qui ont été défaits par l'armée sandiniste. En 1987, ils avaient semé la terreur dans les campagnes du Nicaragua, causant la mort d'environ 3 000 personnes, et de nombreux handicapés à vie. Il s'agissait d'une opération strictement terroriste. Ils ont été incapables, dans toute cette période, de s'emparer du moindre hameau et de le tenir. Militairement, ils ont été battus.

En 1987, l'Amérique centrale était fatiguée des guerres. Le Salvador, le Guatemala, le Nicaragua. Il y eut une réunion des présidents de ces pays dans une ville au Guatemala appelée Esquipulas et ils sont arrivés à une série d'accords par eux-mêmes - les États-Unis n'étaient pas impliqués dans cette affaire - qui comprenaient le désarmement des Contras et des cessez-le-feu dans différents pays.

Il y eut ainsi un cessez-le-feu au Nicaragua, mais la CIA n'a pas désarmé les Contras parce qu'ils savaient qu'il y aurait des élections en 1990 et ils voulaient garder les Contras comme une menace. Bien que les Contras aient été battus militairement en 1987, ils avaient provoqué d'énormes problèmes économiques et les Nicaraguayens souffraient terriblement de toute cette destruction.

Après les accords d'Esquipulas, la politique des États-Unis changea. Elle se focalisa plus sur l'infiltration de la société civile et le renforcement de l'opposition au Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Un des mécanismes était le renforcement de la Coordination démocratique nicaraguayenne, composée de représentants locaux du patronat, de certains syndicats, partis politiques et associations anti-sandinistes.

Une société privée de conseil appelée Delphi International Group fut chargée de diriger les opérations destinées à influencer sur les élections de 1990. Cette société encaissa la majeure partie des fonds et joua un rôle clé dans le résultat des élections de 1990. La NED fut aussi active au Nicaragua à partir de 1984 et, avec ses fondations associées, toutes les quatre, dans l'infiltration du et l'ingérence dans le processus électoral au Nicaragua, qui avait commencé en 1988 mais qui a pris toute son ampleur à partir en 1989.

Afin de mobiliser au maximum les votes anti-sandinistes et de contrôler les élections en créant un front politique anti-sandiniste, la CIA et la NED ont mis en place un front civique appelé Via Civica, et leur tâche était ostensiblement la formation politique et le militantisme, l'action civique, une action civique non-partisane. En fait, toutes leurs activités étaient orientées à renforcer le camp anti-sandiniste. Donc, il y eut d'abord la Coodinadora, puis la Via Civica, et finalement l'unification de l'opposition, qui n'eut pas lieu avant le mois d'août 1989 environ, soit six mois avant les élections, assez tard donc.

Mais ça faisait déjà longtemps qu'ils travaillaient sur la question et sur les vingt partis politiques d'opposition, ils en ont unifié quatorze - souvent par de simples pots-de-vin - sous le nom d'Union nicaraguayenne d'opposition (UNO). L'UNO présenta des candidats uniques à tous les postes. Les États-Unis choisirent Violetta Chamoro pour la présidence.

Au mois de septembre 1989, il y eut un très étrange accord entre le gouvernement des États-Unis et les Sandinistes, selon lequel les Sandinistes laisseraient les États-Unis donner 9 millions de dollars à l'opposition en échange de la promesse que la CIA ne fournirait pas d'autres fonds contre eux. Étrangement, les Sandinistes donnèrent leur accord. Bien sûr, la première chose qui s'est passée, c'est que la CIA a versé des millions de dollars supplémentaires.

Celui qui rédigea le livre sur le Nicaragua dans les années 80 et sur les élections de 1990 s'appelle Bill Robinson, un universitaire, qui a vécu un certain temps au Nicaragua dans les années 80. Son livre s'appelle *A Faustian Bargain*. C'est un excellent livre, très bien documenté, très bien écrit. Il a estimé que les États-Unis ont dépensé plus de 20 millions de dollars dans les élections de 1990.

Et, comme chacun le sait, les Sandinistes ont perdu. L'UNO a remporté environ



56 % des voix et les Sandinistes 40 %, ou quelque chose comme ça. Toutes les opérations qui avaient été lancées pour garantir la défaite des Sandinistes en 1990 continuèrent pour garantir que les Sandinistes ne reviennent pas au pouvoir aux élections suivantes, ce qui a été le cas.

« *Comment ce modèle s'applique-t-il au Venezuela ?* »

Au Venezuela, il y a quelque chose de similaire avec la Coordinadora Democratica, composée des mêmes secteurs et des mêmes organisations qu'au Nicaragua, bien que selon ce que j'ai pu lire, elle s'est plus ou moins effondrée à ce jour. Mais il vont la réactiver, j'en suis certain. Il y a une organisation ici qui est supposée être neutre et qui se consacre à combattre l'abstention et surveiller le déroulement des élections, qui s'appelle Sumate.

Vous avez le groupe de consultation privé états-unien qui s'appelle Development Alternatives Incorporated qui remplit le même rôle que Delphi International Group au Nicaragua. Vous avez à la fois l'International Republican Institute et le National Democratic Institute qui ont des bureaux à Caracas. Il y a donc trois bureaux qui sont en train de distribuer des dizaines de millions de dollars, des bureaux privés qui sont en réalité sous le contrôle de l'ambassade des États-Unis et de l'USAID se poursuivent à la hauteur d'environ 1 million de dollars par an.

Au lendemain du coup d'État raté d'avril 2002 [3], la décision fût prise à Washington de faire la même chose qu'au Nicaragua, à savoir d'engager une société de consultance qui servirait de façade pour l'argent de l'USAID et qui serait beaucoup plus conséquent que celui de la NED. Le premier contrat fût signé le 30 août 2002, d'un montant légèrement supérieur à 10 millions de dollars sur les deux prochaines années pour des activités politiques au Venezuela. Ils ont ouvert leurs bureaux en août 2002, avec cinq personnes qui sont descendues de Washington, cinq personnes nommées par l'USAID. Notez bien : ils contractent une société privée, mais ils nomment les personnes. Et pour toute embauche d'un Vénézuélien par le Development Alternatives Institute, le contrat stipule qu'elle doit être approuvée par l'USAID à Washington. Il n'y a donc vraiment aucun doute sur la nature de ces trois bureaux ici. Ce sont des instruments de l'ambassade des États-Unis et derrière ces trois organisations, il y a la CIA.

L'utilité de ces fondations et de la société de consultance est que la CIA peut distribuer beaucoup plus de fonds, d'une manière plus ouverte, à des organisations qui par ailleurs reçoivent déjà de l'argent, ce qui rend la couverture de ces sommes plus aisée. Ainsi, si l'USAID donne environ 5 millions de dollars à Development Alternatives dont 3,5 millions sont destinés à des prêts pour des organisations vénézuéliennes, avec un million de dollars ou plus de la NED, vous avez là 6 à 7 millions de dollars ouvertement distribués. Tout ceci est connu grâce au travail d'Eva Golinger. Elle a fait un travail magnifique.

Dans tous les cas, la CIA peut ajouter pas mal d'argent au 6 ou 7 millions de dollars. Les documents prouvent le soutien à la grève dans l'industrie pétrolière, de décembre 2002 à février 2003, et l'appui à la campagne en faveur d'un référendum révocatoire. Ils ont échoué dans les deux cas, alors, à présent, ils

vont se concentrer sur les élections [présidentielles] de 2006.

Le Venezuela n'est certainement pas le seul pays où de telles opérations sont mises en œuvre pour renforcer la société civile, promouvoir la démocratie, former les gens aux processus électoraux, mais tout ceci n'est qu'une couverture des véritables objectifs qui sont la promotion de certaines forces politiques contre d'autres. Et en aucun cas ceci n'est limité au Venezuela. Il y a un véritable besoin de faire des recherches sur cette question parce que le Development Alternatives Institute - si vous consultez leur site [www.dai.com/](http://www.dai.com/) - est présent partout dans le monde.

Tous leurs programmes ne sont pas financés par le gouvernement des États-Unis - ils sont financés par la Banque mondiale et je ne me souviens pas par combien d'autres. On peut y regarder de plus près et trouver quels sont leurs autres programmes qui ressembleraient à ceux du Venezuela, même chose avec le National Democratic Institute et les trois autres fondations associées à la NED.

On pourrait voir où ils sont en train de concentrer les opérations d'infiltration politique, en tandem avec la CIA bien-sûr. Je crois qu'il y a vraiment une urgence à exposer ces faits et les dénoncer pour ce qu'ils sont, à savoir et avant tout un mensonge, qui prétend promouvoir la démocratie mais qui est en fait destiné à renverser des gouvernements, changer des régimes, ou renforcer des régimes amis déjà au pouvoir.

*« Un ancien membre de la CIA, Felix Rodríguez, a récemment déclaré à la télévision de Miami que les États-Unis cherchaient à provoquer un changement au Venezuela, peut-être par la violence. Il a donné comme exemple la tentative d'assassinat par l'administration Reagan du dirigeant libyen Kadhafi. Est-ce un scénario envisageable au Venezuela ? »*

Et bien, il faut se souvenir qu'en ce qui concerne Kadhafi, les États-Unis croyaient qu'il avait organisé l'attentat contre une discothèque à Berlin, et un raid aérien sur Tripoli fut déclenché en représailles. Chavez n'a commis aucune provocation de la sorte, il n'y a donc aucune justification pour une frappe militaire et je ne crois pas que les États-Unis soient arrivés au point de chercher aussi ouvertement à assassiner le président d'un pays tiers. Je veux dire que la situation est déjà assez mauvaise aux États-Unis - pire qu'elle ne l'a jamais été - mais je ne crois pas qu'ils en sont déjà arrivés là. Une chose qui est très importante pour Chavez, pour le mouvement bolivarien ici, c'est de toujours garder à l'esprit que les États-Unis n'arrêteront jamais de tenter de faire faire une marche arrière à l'Histoire. Les intérêts des États-Unis sont définis comme l'accès sans entraves aux ressources naturelles, à la main-d'œuvre, et aux marchés des pays tiers.

Ce sont des pays comme ceux d'Amérique latine qui assurent la prospérité des États-Unis. Plus il y a de gouvernements indépendants au pouvoir, avec une certaine dose de nationalisme et qui s'opposent à la politique des États-Unis et au néolibéralisme, plus ces mouvements sont considérés comme une menace à Washington, parce que ce qui est en jeu est la stabilité même du système politique et la sécurité de la classe politique des États-Unis.

Les Vénézuéliens devront se battre pour leur survie tout comme les Cubains ont dû se battre depuis 45 ans. Dans 45 ans, les États-Unis seront toujours en train de tenter de détruire le processus en cours au Venezuela, s'il suit le même chemin qu'aujourd'hui, tout comme ils essayent toujours de détruire la Révolution cubaine.

Un président sera remplacé par un autre, Fidel a survécu à neuf présidents. Je pense donc qu'il est très important pour les Vénézuéliens de comprendre que cela va continuer et que la vigilance, l'organisation et l'unité seront indispensables pour échapper aux programmes des États-unis, pour ne pas jouer leur jeu qui est essentiellement celui de diviser pour régner.

### **Philip Agee**

*Ancien agent de la CIA, auteur de nombreux ouvrages dont Dirty Work, The CIA in Western Europe, cofondateur de Covert Action Quarterly.*

---

Propos recueillis par l'agence Alia2. Version française : [Cuba Solidarity Project](#).

---

[1] « *AFL-CIO ou AFL-CIA ?* » et « *1962-1979, l'AFL-CIO et la contre-insurrection syndicale* » par Paul Labarique, *Voltaire*, 2 et 11 juin 2004.

[2] « *La NED, nébuleuse de l'ingérence démocratique* » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 22 janvier 2004.

[3] « *Opération manquée au Venezuela* » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 18 mai 2002.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 € ; Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### **Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

# Haro médiatique sur le non « populiste »

## Analyse

Bien qu'attendu, le « non » français au référendum sur le Traité constitutionnel européen (TCE) a provoqué un flot de commentaires indignés dans la presse internationale. Comme ce fut le cas pendant la campagne, les opposants au texte ont bien peu d'espace médiatique pour donner leur point de vue sur leur victoire. Ils doivent laisser aux partisans du traité le quasi-monopole de l'analyse des raisons et des conséquences du vote.

La responsable des Verts français favorables au non, Francine Bavay, est l'une des rares à pouvoir s'exprimer et à se réjouir du rejet du texte. Dans le *Tageszeitung*, elle affirme que le « non » français est avant tout un non de gauche, anti-libéral et européen. Elle espère que ce résultat permettra aux autres formations politiques rejetant ce texte en Europe de pouvoir ouvrir le débat dans leur pays.

En France, le TCE avait été soutenu par la quasi intégralité des éditorialistes. Ce positionnement unanime avait provoqué un agacement chez les partisans du non et des appels à plus de pluralisme dans les médias. Le refus du TCE peut être en partie interprété comme un rejet des élites françaises, aussi bien politiques que médiatiques, mais ce n'est, bien évidemment, pas ainsi que ces derniers souhaitent que ce vote soit interprété. Restant fidèle à la ligne rhétorique qui a fait consensus chez les journalistes soutenant le « oui », ils prétendent que le camp rationnel, européen et démocrate a perdu face aux pulsions irrationnelles, populistes et xénophobes des électeurs.

Incarnation presque caricaturale des réactions des éditorialistes après le vote, le directeur de la rédaction du quotidien *Libération*, Serge July, enrage contre le choix des électeurs français dans les colonnes de son journal. Il s'en prend violemment aux hommes politiques et organisations de gauche ayant rejeté le

texte et les accuse de compromissions avec l'extrême droite. Tous les partisans du « non » peuvent être selon lui rangé sous la bannière d'un même populisme qu'il dénonce, le confondant avec la démagogie. Cet éditorial a donné lieu à un abondant courrier de lecteurs dénonçant ses propos. De son côté, le directeur du *Monde*, Jean-Marie Colombani regrette qu'on ait donné la parole au peuple pour ratifier ce texte et dénonce lui aussi un « non » xénophobe et anti-européen. Pour l'auteur, la seule façon de répondre à ce vote est de mettre en place les politiques libérales préconisées par Nicolas Sarkozy et Tony Blair. Ainsi, loin de se remettre en cause, les élites médiatiques exigent une poursuite du programme politique défini par le texte que les Français viennent de rejeter. Ils minimisent leur propre défaite en en rendant responsable Jacques Chirac et sa décision d'organiser un référendum.

Cette approche est partagée par l'éditorialiste du *Washington Post*, David Ignatius. Dans un texte repris par le *Korea Herald*, il affirme que c'est au seul Jacques Chirac que les Français ont dit non. Il appelle donc de ses vœux un changement à la tête de l'État et l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy. Pour les cercles libéraux et atlantistes frustrés par le référendum, le ministre de l'Intérieur français semble être l'ultime recours.

Dans le *Corriere Della Sera* et *El Periodico*, le ministre italien des Affaires étrangères, Gianfranco Fini regrette lui aussi l'issue du vote français. Il estime toutefois que le processus de ratification ne doit pas prendre fin et que le « non » français ne doit pas être assimilé à un veto. L'ancien ministre allemand des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, soutient lui aussi une poursuite de la ratification dans *Der Tagesspiegel*. Plus explicite que M. Fini, il espère que 20 États ou plus accepteront ce texte et qu'il sera alors possible de contraindre la France à organiser un nouveau référendum. Depuis la publication de ces tribunes, le rejet néerlandais du TCE et l'annonce britannique d'un report du référendum au Royaume-Uni a affaibli cette option. L'ex-ministre britannique des Affaires européennes, Denis MacShane, demande cependant au gouvernement Blair de continuer à faire campagne pour le TCE. Dans le *Times* de Londres, il affirme que le « non » français est un rejet de la politique de Jacques Chirac. Les Britanniques pour leur part auraient tort de rejeter un traité qu'ils ont largement marqué de leur empreinte. Selon l'auteur, jamais l'influence britannique n'a autant été présente dans un texte européen. On se souvient cependant que le même Denis MacShane **avait affirmé exactement le contraire aux lecteurs du Figaro** en février dernier. Mais à l'époque, il fallait convaincre les électeurs français.

La Prix Nobel de littérature autrichienne, Elfriede Jelinek, affiche également son mépris pour le choix français dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. La plupart des électeurs ne savent pas pourquoi ils ont voté non affirme-t-elle de façon péremptoire. Tous les éléments de la constitution auraient pu être renégociables, selon elle, et l'adoption de ce texte aurait permis un nouvel élan pour l'Europe.

Enfin, en Russie, *Vremya Novostyey* donne la parole à deux politologues déplorant le résultat du vote français. Pour Olga Boutorina, du MGIMO (Institut d'État des Relations Internationales de Moscou), ce texte aurait permis à la Russie d'avoir un seul interlocuteur. Toutefois, à quelque chose malheur est bon : le résultat du vote français démontre aux pays de l'ancienne aire soviétique que la construction européenne est un processus fragile et que se

tourner vers l'Union européenne pour tourner le dos à la Russie est peut-être un calcul hasardeux. Nadejda Arbatova, du Mouvement « La Russie dans l'Europe unie », déplore que ce rejet empêche l'instauration d'un système de protection des minorités qui aurait pu contraindre les pays baltes à respecter les droits des minorités russophones. Elle estime également que ce texte offrait à la Russie la possibilité d'une adhésion future via des successions de partenariat.

Réseau Voltaire

## Francine Bavay



Francine Bavay est vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France, chargée du développement social et secrétaire nationale adjointe à la Communication des Verts.

### « Nous offrons notre non aux autres Européens »

Source : Die Tageszeitung (Allemagne)

Référence : « Unser Nein schenken wir jetzt den anderen Europäern », par Francine Bavay, *Die Tageszeitung*, 31 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

J'étais convaincu que le non l'emporterait en France parce que la politique libérale exaspère les Français depuis longtemps. Ils ont pu voter non parce qu'ils se sentent Européens, ils sont pour une politique solidaire avec les autres pays d'Europe. Le non est majoritaire en France et au sein de la gauche.

Beaucoup d'amis européens nous ont aidés dans la campagne. Nous avons lancé un appel européen des Verts pour le non. Ils sont heureux que notre succès leur ait offert la possibilité d'organiser des débats dans leur pays. Les élus verts allemands au Bundestag et au parlement européen se sont prononcés en faveur du traité, mais aucun référendum interne au parti n'a été organisé. Les verts français avaient proposé d'organiser un référendum dans tous les partis verts européens. Je suis désolée que cela n'ait pas fonctionné.

L'extrême droite s'est affaiblie, ce ne sont pas eux qui ont fait campagne. Il faut noter que le non français n'est pas nationaliste. C'est une excellente nouvelle. Il y a eu une mobilisation citoyenne pour la construction européenne. C'est la première fois que les citoyens réfléchissent à propos de l'Union européenne et disent : c'est notre bien commun. Nous offrons notre non aux autres Européens. Nous allons demander en juin au Conseil européen de revoir la Constitution en conséquence. Les passages qui n'ont pas leur place dans une constitution doivent disparaître, c'est à dire l'ensemble de la troisième partie à propos des domaines politiques de l'Union européenne. La première doit être raccourcie, la charte des droits fondamentaux doit être complétée.

On parle actuellement de grave crise européenne mais on aurait pu dire la même chose quand Jacques Chirac a décidé de ne pas respecter le pacte de stabilité. Gerhard Schröder l'a également fait et le Conseil européen les a entendus. Les partisans de la Constitution ont réagi en autistes, ils devraient respecter les électeurs, au lieu de cela, ils disent que rien n'est possible. Ceux qui disent cela devraient changer de métier. Ce référendum n'était pas un vote de politique intérieure. Les gens veulent une nouvelle Europe ; le gouvernement

va continuer une politique libérale. Ce qu'il nous faut, c'est une véritable volonté de construire l'Europe et de trouver un espace de solidarité.

## Jean Marie Colombani



Jean-Marie Colombani est président du directoire et directeur de la publication du quotidien français *Le Monde*. Il a été l'un des grands artisans de la recapitalisation de ce quotidien qui a conduit à sa prise de contrôle par les principaux groupes économiques français.

### « L'impasse »

Source : Le Monde (France)

Référence : « L'impasse », par Jean-Marie Colombani, *Le Monde*, 30 mai 2005.

Le non français à la Constitution européenne n'est pas un accident. Il est l'aboutissement d'un débat comme il y en a eu peu dans l'histoire de ce pays. Les citoyens ont pris connaissance des principaux articles et des commentaires des partisans des deux camps, mais ils ne se sont pas livrés à un exercice d'exégèse en se prononçant pour ou contre le traité constitutionnel en raison de tel ou tel de ses 448 articles. Une constitution est un contrat passé entre les citoyens et les termes de celui-ci importent moins que ce qu'il promet. Le rejet du traité constitutionnel révèle, d'abord, qu'une majorité de Français n'a pas, ou n'a plus, envie de l'Europe. Le non avait pour message : peu importe les motifs, pourvu que l'on vote non.

Ce scrutin a été organisé par un homme qui restera dans la postérité comme le Docteur Folamour de la politique française, utilisant contre lui la dissolution puis le référendum. L'enjeu concernait avant tout une idée, une idée à abattre. Par nationalisme, par xénophobie, par dogmatisme ou par nostalgie, les tenants du non voulaient se débarrasser de cette Europe qui barre l'horizon, qui dérange les habitudes, qui impose des changements. D'autres, qui n'étaient pas anti-européens, se sont laissés convaincre qu'on pouvait changer l'Europe. En vérité, la seule Europe possible est celle qu'on est prête à faire ensemble. C'est un édifice fragile fondé sur un compromis que la France vient de rompre.

Le non est aussi la victoire d'une protestation tous azimuts. Comme si nous devions vivre désormais dans une démocratie du mécontentement généralisé. Au premier rang des mécontentements, il y a le chômage. L'Europe en a fait les frais alors qu'elle a aidé à sauver des millions d'emplois. Il est vrai que les délocalisations sont un fait réel et, pour ceux victimes de ces mouvements, les conséquences sont terribles. Toutefois, on ne voit pas par quel tour de passe-passe le fait d'avoir voté non pousserait nos amis européens à se lancer dans un vaste plan anti-chômage, comme l'a dit Henri Emmanuelli. La Grande-Bretagne et les pays scandinaves ont montré que les pays pouvaient influencer leur propre marché du travail en améliorant le coût et la qualité du travail.

Que retenir des différentes protestations, voire de l'envie d'en découdre exprimée par les vainqueurs du 29 mai ? Au quel des porte-parole du non faut-il accorder le plus de crédit ? Faut-il considérer, avec **Nicolas Sarkozy**, que la victoire du non impose des réformes « vigoureuses », que l'on ne pourra sauver le « modèle social » français en le réformant en profondeur ? Ou faut-il n'avoir pour seul mot d'ordre que le statu quo, puisque la crainte du changement est, elle aussi, au cœur du non ? Et quelle partie du message faire prévaloir, au chapitre de l'identité française : celui des souverainistes ou celui des socialistes ? La peur du chômage a entraîné une nouvelle dénonciation de

l'étranger. Le président d'Attac s'en est même pris dans ces colonnes à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce. A de tels propos, on mesure la ferveur européenne et internationaliste des tenants du non « de gauche ». La gauche est durement touchée par ce résultat qui fait éclater le consensus européen datant de François Mitterrand. Quoi qu'ils en disent, en effet, les anti-européens de gauche n'ont pas seulement additionné leurs voix avec celles de Jean-Marie Le Pen et Philippe de Villiers. Ils ont mêlé leurs voix et parfois partagé leurs arguments. La gauche française risque d'être paralysée par la question européenne pendant longtemps, comme l'a été le parti travailliste britannique avant l'arrivée de **Tony Blair**.

La droite sort moins ébranlée, car elle a été suivie par 80 % de son électorat. Le changement de gouvernement pourrait lui donner une nouvelle impulsion. Reste l'essentiel : quelle politique pour répondre au non ? De quelque manière que l'on interprète la vague protestataire, elle signifie que le système français ne marche pas. Il est plus que temps d'en prendre acte et d'y porter remède. Si on veut trouver du mérite à ce triste non, alors faisons-en la fin du consensus en faveur du statu quo et souhaitons que le changement redonne à la majorité des Français le désir de l'Europe.

## Serge July



Ancien membre de la Fondation Saint-Simon, Serge July est directeur du quotidien français *Libération* et chroniqueur sur la chaîne de télévision *France 3*.

### « Chef-d'œuvre masochiste »

Source : *Libération* (France)

Référence : « Chef-d'oeuvre masochiste », par Serge July, *Libération*, 30 mai 2005.

L'électorat de gauche a poussé des cris de peur, d'angoisse et de colère dans les urnes à l'occasion du référendum face à la course folle du monde et face à l'incurie des hommes qui nous dirigent depuis plus de deux décennies. Des dirigeants en ont profité et à l'arrivée nous avons eu un désastre général et une épidémie de populisme qui emportent tout sur leur passage : la construction européenne, l'élargissement, les élites, la régulation du libéralisme, le réformisme, l'internationalisme, même la générosité.

Tous les référendums emboîtés les uns dans les autres ont été perdus par l'Europe. La xénophobie d'un Le Pen à qui des hommes de gauche ont étrangement emboîté le pas a fait échouer le référendum sur l'élargissement. La France d'en bas a voulu sanctionner ceux qui plaident pour un système de décision autorisant l'émergence d'une Europe politique lors du référendum sur les élites. La France d'en haut et la France d'en bas, c'est le duo bien connu de toutes les périodes populistes. Nous avons nagé en plein délire quand toute la classe politique a accepté de délayer à longueur d'argumentaires les tracts d'Attac voulant rompre avec le capitalisme, aujourd'hui rebaptisé libéralisme. On a dit non au référendum sur le libéralisme. Le mensonge sur la renégociation a donné à la France l'impression d'exister. En réalité, ou la France revotera ou l'Europe politique, c'est fini, parce que le risque du renoncement de l'ambition politique européenne est en plein essor. On a dit non également au référendum sur le social alors que la Constitution européenne devait le renforcer en Europe.



Il fallait pour faire ce chef d'œuvre masochiste, outre les habituels souverainistes, une classe politique élevée par des autruches, portée aux mensonges depuis de nombreuses années, des incompetents notoires à la barre, dont un Président en exercice, et des cyniques en acier trempé dont un ancien Premier ministre socialiste. Les Français savent d'expérience que notre pays va mal. Malheureusement, il va encore plus mal ce matin.

## David Ignatius



Romancier et éditorialiste, David Ignatius est analyste des questions internationales au *Washington Post*.

### « L'échec de la direction de Chirac »

Source : *Washington Post* (États-Unis)

, *Korea Herald* (Corée du Sud)

Référence : « Chirac's Failure To Lead », par David Ignatius, *Washington Post*, 30 mai 2005.

« French voters cannot have it both ways », *Korea Herald*, 31 mai 2005.

Le vote de la France contre le traité constitutionnel européen est avant tout une protestation contre les forces de la mondialisation économique. Les électeurs du non ont cru qu'en rejetant un amendement technique au règlement européen, ils pouvaient rejeter un futur menaçant. Les élites françaises qui soutenaient le oui sont défaites.

Ce non est un rejet du texte, de l'Europe, du mode de vie libéral et de **Jacques Chirac**. La peur de l'avenir reste toujours une force politique importante.

L'Europe va continuer comme avant, mais les politiciens européens vont passer encore plus de temps à freiner face à la mondialisation, plutôt que de l'expliquer à leur population.

Chirac sera la première victime du vote du 29 mai. Ses erreurs vont plus loin que le choix de passer par la voie référendaire, ce qui n'était pas obligatoire. La vraie faute de Chirac est qu'en dix ans de présidence, il n'a pas appris aux Français que des changements étaient nécessaires pour préserver leur mode de vie. Chirac n'a pas osé dire aux Français qu'ils ne pouvaient pas maintenir leur niveau de vie et conserver le fonctionnement rigide du marché du travail.

C'est en revanche ce qu'a compris le probable successeur de Chirac, **Nicolas Sarkozy**. Malheureusement, les Français se méfient du « modèle anglo-saxon » proposé. Que les Français disent non à Chirac est compréhensible, mais ils doivent dire oui à un homme politique qui leur permettra de construire un pont vers l'avenir.

## Gianfranco Fini



Chef du parti néo-fasciste italien Alleanza Nazionale (ex-MSI), Gianfranco Fini est ministre des Affaires étrangères et vice-président du conseil italien.

## « Quo vadis Europa ? »

Source : El Mundo (Espagne)

, Corriere Della Sera (Italie)

Référence : « ¿Quo vadis Europa ?, par Gianfranco Fini, *El Mundo*, 31 mai 2005.

« L'Europa non si ferma : il no non diventi un veto », *Corriere Della Sera*, 31 mai 2005.

Il ne fait aucun doute que le vote français du 29 mai est un grave coup d'arrêt au processus d'intégration européenne. Il ne faut pas minimiser son impact, mais rien ne sert non plus de le dramatiser. Il est en revanche essentiel de comprendre les raisons de ce vote. Des éléments nationaux ont joué, mais l'élément déterminant est une profonde incompréhension du modèle européen proposé.

L'accélération de l'élargissement, le mal-être de certains secteurs économiques, la méfiance vis-à-vis des réformes libérales et la peur croissante provoquée par la pression migratoire sont des facteurs qui ont poussé l'un des pays fondateurs à dire non. Ces craintes ont été renforcées par la tendance qui consiste à accuser Bruxelles dès qu'il faut prendre une décision difficile. Il nous faut aujourd'hui affronter une situation délicate qui peut s'aggraver si le référendum hollandais est négatif.

L'Italie a choisi de passer par la voie parlementaire pour ratifier ce texte, ce qui est parfaitement démocratique. La proposition visant à organiser un référendum sur ce texte n'a pas de sens. Il faut poursuivre le processus de ratification et le vote français ne doit pas être un veto. Lors du conseil européen du 16 juin, il faudra analyser la situation, mais ce n'est qu'à la fin du processus de ratification qu'il faudra faire les comptes. Le non français ne marque par la mort du second traité de Rome. Nos électors demandent plus d'Europe pour faire face aux nouveaux défis. C'est également ce que souhaitent nos alliés états-unis et nos voisins. L'Union européenne doit avoir une structure légale forte mais aussi des valeurs. Le non français peut relancer cet aspect dans les opinions publiques.

## Hans-Dietrich Genscher



Ancien président du FDP (le parti libéral allemand) et ancien ministre allemand de l'Intérieur de la coalition socio-libéral (1969-1974), Hans-Dietrich Genscher a été pendant 18 ans et dans deux coalitions différentes ministre des Affaires étrangères (1974-1992).

### « Surtout ne pas se résigner »

Source : Der Tagesspiegel (Allemagne)

Référence : « Nur nicht resignieren », par Hans-Dietrich Genscher, *Der Tagesspiegel*, 31 mai 2005.

La France s'est prononcée contre ! Est-ce définitif ? Cela dépend du comportement de l'Europe. Naturellement le non français est un coup du sort, ce ne sera une catastrophe que si l'Europe se résigne. Ce qui est sûr, c'est qu'il y avait une volonté profonde chez les électeurs de faire subir un échec au gouvernement. Le fait que ce gouvernement a été modifié prouve bien qu'on a reconnu la situation à la tête de l'État, même si c'était trop tard et de façon imparfaite.

La France n'est pas une exception ; l'Europe sert toujours de bouc émissaire pour la politique nationale. On parle de « Ceux de Bruxelles » comme s'il s'agissait d'un pouvoir extra-européen alors que tout ce qui se décide ne peut l'être qu'avec l'accord des États membres. Que va-t-il se passer maintenant ? Le conseil européen a d'importantes décisions à prendre dans deux semaines. Une volonté ferme d'aller de l'avant prouvera mieux que n'importe quels mots : l'Europe continue. Elle a laissé derrière elle les erreurs du passé, les volontés de domination, les croyances aveugles, la résolution militaire des problèmes internationaux. Cette nouvelle culture de vie en commun est une réalité depuis longtemps. Au lieu du droit du plus fort, c'est l'autorité du droit et la responsabilité du plus fort envers le plus faible qui prévalent. Cela doit aussi être l'attitude de l'Europe dans la création d'un nouvel ordre mondial plus juste. Le processus de ratification doit se poursuivre. D'abord pour pouvoir tirer un bilan, comme il est précisé dans le traité, s'il est ratifié par au moins 20 pays membres. La France aura alors la possibilité de revenir sur sa décision, avec aussi la chance d'un nouveau référendum. En tant que proche partenaire de la France, l'Allemagne ne devrait pas exprimer son opinion verbalement mais dans les faits. Les partis, au Bundestag qui va bientôt être renouvelé, doivent montrer qu'ils sont clairement favorables aux décisions déjà prises par le conseil européen et qu'ils auront une position commune lors des décisions financières du conseil en juin. Pendant ce sommet européen, personne ne doit penser d'abord aux élections et au combat électoral à venir en Allemagne en se démarquant de la position commune. C'est dans l'intérêt de l'Europe et de l'Allemagne.

## Denis MacShane



Ancien ministre britannique travailliste des Affaires européennes, Denis MacShane est député travailliste à la Chambre des Communes.

### « Maintenant, voyons le désordre qui va suivre »

Source : The Times (Royaume-Uni)

Référence : « Now see what a mess will follow », par Denis MacShane, *Times*, 31 mai 2005.

Après le « non » français, les eurosceptiques britanniques étaient aux anges. Les Français n'avaient jamais été aussi populaires au sein du parti conservateur.

L'Histoire jugera toutefois ce vote d'une façon très différente.

Après cinq décennies passées à tenter de sortir l'Europe de ses vieux démons populistes, protectionnistes et nationalistes, ils reviennent en force et cela peut avoir de graves conséquences pour l'intérêt national britannique. Un instant de réflexion permettra de comprendre qu'il est impossible de concilier à la fois le racisme d'un Jean-Marie Le Pen et la haine du commerce des trotskistes et des syndicats de la fonction publique. Toutefois, les Français de droite et de gauche qui ont rejeté ce texte ont raison sur un point : le traité constitutionnel est excessivement britannique. Pour la première fois depuis 50 ans, la Grande Bretagne a conduit la rédaction d'un traité européen. Valéry Giscard d'Estaing était la figure publique des rédacteurs mais le vrai maître d'œuvre a été John Kerr.

Il n'aurait jamais fallu appeler ce traité constitution. C'est un texte qui ne dictera pas les politiques nationales des États, mais personne à Paris n'est assez brave pour admettre que les problèmes français sont causés par la politique suivie au niveau national et non par Bruxelles. Le refus français permettra aux forces protectionnistes et nationalistes en France de se déchaîner, ce qui nuira à l'Europe.

Le « non » français est grave mais il ne doit toutefois pas empêcher le gouvernement de se poser la question du rapport britannique à l'Europe.

## Elfriede Jelinek



Romancière autrichienne, Elfriede Jelinek a obtenu le Prix Nobel de littérature 2004.

### « Une leçon fatale »

Source : Frankfurter Allgemeine Zeitung (Allemagne)

Référence : « Fatale Denkzettel », par Elfriede Jelinek, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 31 mai 2005.

C'est une véritable catastrophe que le référendum se soit passé ainsi en France.

Le meilleur de cette Constitution c'était déjà qu'elle existe, elle aurait pu entraîner une force fédératrice et une mobilisation. Il aurait été grand temps.

De nouvelles élections ont toujours lieu au cours desquelles les électeurs veulent

donner une leçon à leur propre gouvernement. Tous les détails de cette constitution auraient été re-négociables dans un processus politique commun. C'est faire preuve de peu de jugement que de rejeter la Constitution dans son ensemble. Avec une part de chauvinisme de droite et une part de discours sur la lutte des classes, qui n'a pas sa place ici, dans ces conditions, n'importe quelle Constitution aurait été rejetée. Je pense qu'à partir de maintenant, les médias nationaux devraient consacrer la moitié de leurs informations à l'Europe, la deuxième restant réservée aux questions nationales. La majorité des citoyens qui ont voté ne savent même pas sur quoi, c'est à mes yeux le problème.

## Olga Boutorina



Olga Boutorina est chef de la chaire d'intégration européenne du MGIMO (Institut d'État des Relations Internationales de Moscou) et vice-présidente de l'association de recherches européennes.

### « La décision de la France est mauvaise pour la Russie »

Source : Vremya Novostyey (Fédération de Russie)

Référence : « ..... », par Olga Boutorina, *Vremya Novostyey*, 31 mai 2005.

La décision de la France est mauvaise pour la Russie car si la Constitution avait été adoptée, alors le nombre de négociateurs avec lesquels la Russie doit traiter aurait été réduit au minimum. L'Union européenne aurait eu une politique unifiée et consolidée sur de nombreuses questions intérieures et étrangères. Notre ministre des Affaires étrangères aurait pu composer un seul numéro de téléphone et rencontrer une seule personne pour se mettre d'accord avec l'Union européenne : le responsable de la direction des Affaires étrangères. Les suites de ce référendum vont éclairer la réalité du processus politique actuel en Europe. Ce processus peut continuer uniquement s'il répond aux intérêts de tous les pays. La France trouve actuellement que son investissement dans le travail d'intégration ne lui rapporte pas toujours. Les nouveaux membres, particulièrement nos voisins, vont comprendre que l'intégration européenne n'est pas si simple. Les élites politiques de ces pays seront plus à même d'évaluer les perspectives, les risques et les limites de la construction européenne. Le résultat du vote en France va leur enlever les lunettes roses et faire s'évanouir leurs rêves. Ils doivent tirer les conclusions d'eux-mêmes, Moscou ne doit pas les pousser dans le dos.

## Nadejda Arbatova



Nadejda Arbatova est directrice des programmes de recherche du Mouvement « La Russie dans l'Europe unie » elle est aussi Professeur à l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales de l'Université de Moscou.

### « Selon certains, le résultat négatif du référendum en France est positif pour la Russie »

Source : Vremya Novostyey (Fédération de Russie)

Référence : « ..... », par Nadejda Arbatova, *Vremya Novostyey*, 31 mai 2005.

Selon certains, le résultat négatif du référendum en France est positif pour la Russie car selon eux, plus il y a de désaccords au sein de l'Europe, plus la marge de manœuvre est grande pour Moscou. Je ne suis pas d'accord. Une Union européenne forte est d'un intérêt stratégique pour nous et pour cela il faut une Constitution. Elle est basée sur des principes favorables à la Russie. On y défend par exemple le principe de la protection des minorités nationales : l'Union européenne se serait intéressée de plus près au problème des minorités en Lituanie et en Estonie. Dans cette Constitution, on soutient l'idée de l'élargissement ainsi que d'autres choses fondamentales qui sont importantes pour la démocratisation de la Russie et le développement de la coopération internationale.

Certains nouveaux pays ont des griefs historiques contre la Russie et créent des problèmes pour notre intégration à l'Union européenne. La Constitution offre la possibilité d'inclure la Russie dans ces plans d'intégration. Nous avons besoin d'une nouvelle « feuille de route » technique et de nouvelles bases juridiques. La principale difficulté entre la Russie et l'Union européenne n'est pas la confrontation de deux systèmes de valeur différents, c'est la crise d'un système de relations dans lesquelles les objectifs ne sont pas définis. Parler d'une entrée dans l'Union européenne est prématuré bien sûr, mais sur le long terme, je ne vois pas de raison pour que la Russie, si elle est florissante et démocratique, ne devienne pas membre. La Constitution l'aurait permis.